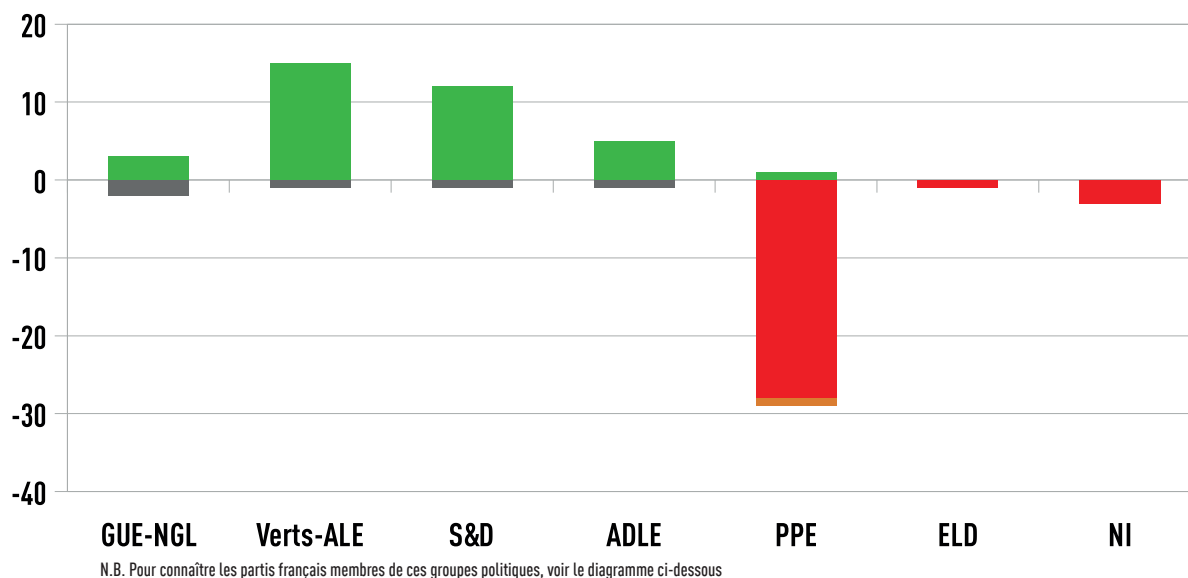


Devrait-il y avoir un plafonnement sur l'utilisation des biocarburants ?

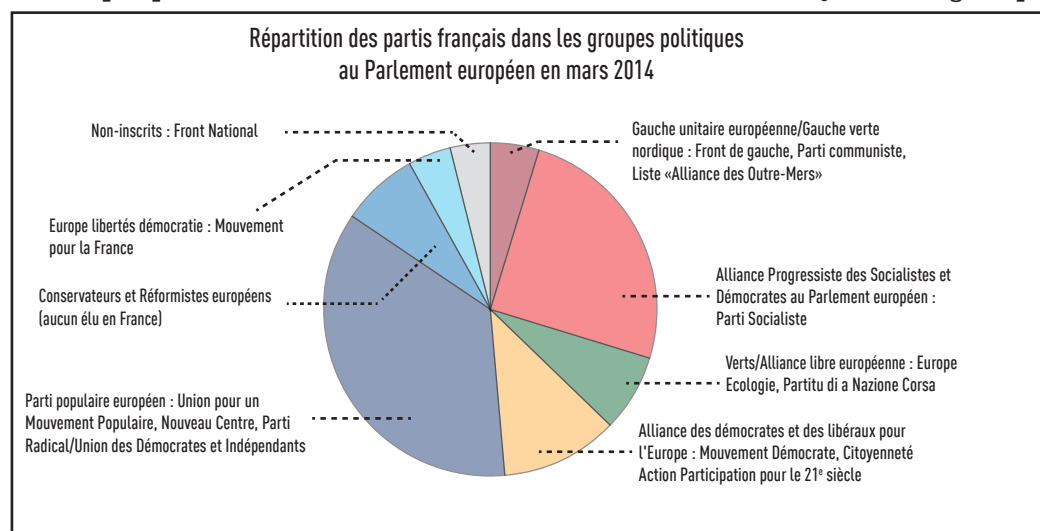
Le vote des parlementaires européens élus en France



■ Pour ■ Contre ■ Abstention ■ Ne vote pas/Absent

En septembre 2013, le Parlement européen (PE) a adopté une résolution législative relative à une proposition de directive sur la qualité du carburant et d'une directive sur les énergies renouvelables. Avant d'élaborer cette proposition, la Commission a fixé comme objectif d'atteindre 10% d'énergies renouvelables dans les transports, dont la quasi-totalité provenant de biocarburants d'origine agricole dits de « première génération ». Il a cependant été objecté que cette évolution engendrait en réalité plus de pollution en raison de la déforestation et des changements d'affectation des sols indirect et qu'elle était en partie responsable de l'augmentation du prix des aliments. Cet enjeu est donc revenu devant le Conseil et le PE, qui s'est prononcé en faveur d'un plafonnement des biocarburants d'origine agricole afin d'atteindre les objectifs de l'UE en matière d'énergie. La version finale du rapport législatif indique notamment que les biocarburants produits à partir de cultures alimentaires ne devraient pas dépasser 6% de l'objectif de 10% d'énergies renouvelables dans les transports en 2020.

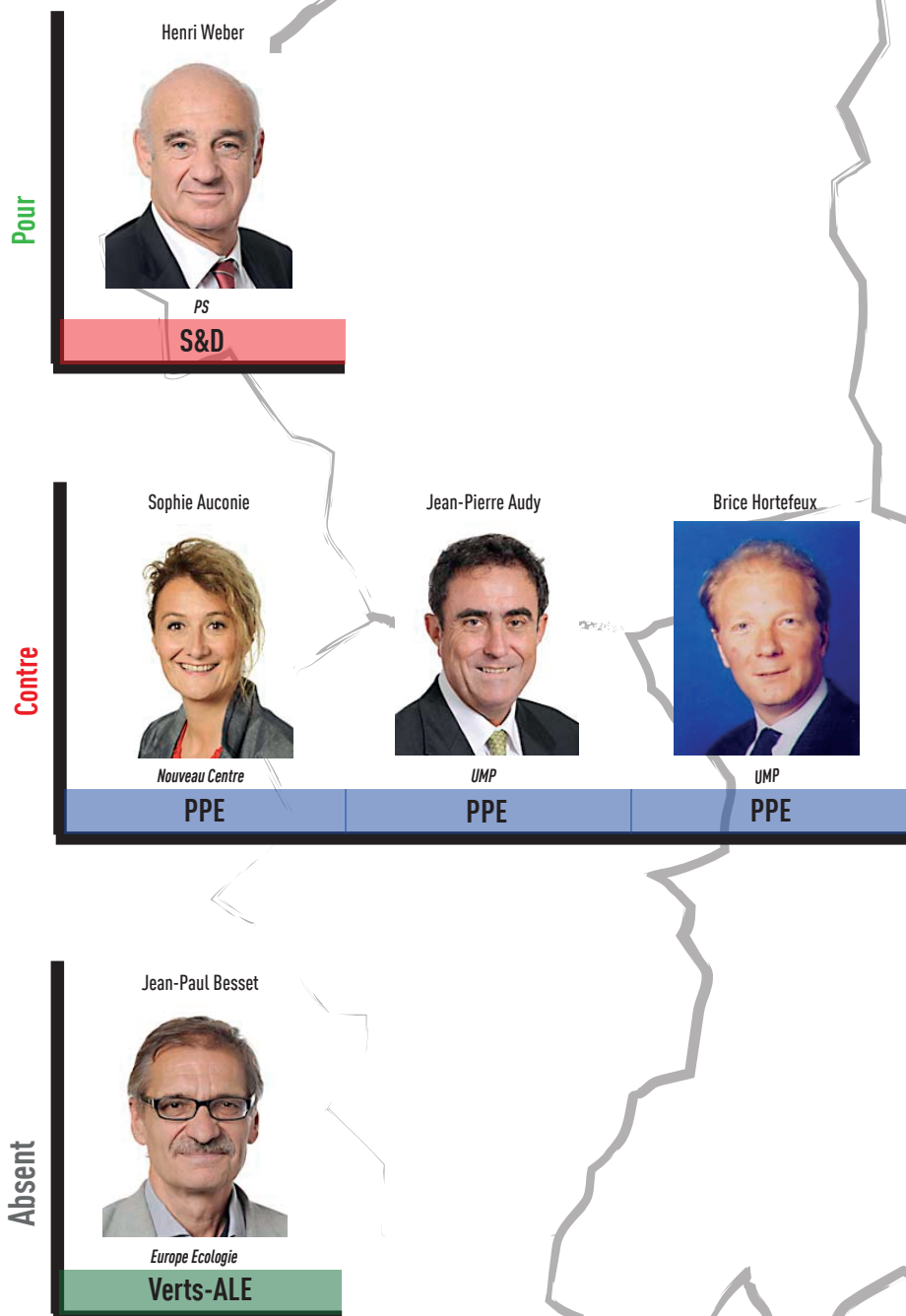
Cette proposition a bénéficié du soutien des élus français des groupes S&D, Verts et Gauche



Unie, tandis que les élus français de centre droit, de droite et du Front national ont voté contre. Ce vote des élus français est globalement en ligne avec celui du PE, puisque la proposition a été approuvée par les groupes S&D, ADLE, Verts/ALE, GUE-NGL, tandis que le PPE et le CRE s'y sont opposés.

Devrait-il y avoir un plafonnement sur l'utilisation des biocarburants ?

Le vote des parlementaires européens du Massif central-Centre*



*Source : Notre Europe - Institut Jacques Delors / Données : www.votewatch.eu 

Pour en savoir plus, voir Yves Bertoncini et Thierry Chopin, « Des visages sur des clivages, les élections européennes de mai 2014 », *Etudes & Rapports No 104, Notre Europe - Institut Jacques Delors et la Fondation Robert Schuman*, avril 2014

Réalisation : Lucie Marnas, Virginie Timmerman et Claire Versini (Notre Europe - Institut Jacques Delors)